

la veille de l'évacuation, c'est M. Rouher déclarant que "la convention reconnaît deux souverainetés, deux nations distinctes, devant avoir une existence continue l'une à côté de l'autre," et qu'elle impose à l'Italie l'obligation de "respecter *toujours* le territoire pontifical."

Ces engagements formels ne sauraient être méprisés sans que l'honneur de notre pays reçut les plus graves atteintes, et si, par impossible, ils recevaient des événements un cruel démenti, nous n'en partagerions pas moins, dans le triomphe définitif du droit, l'indomptable confiance exprimée par l'évêque d'Orléans dans cette magnifique Oraison funèbre qui incline en ce moment la France entière sur la tombe d'un héros, et qui rappelle Bossuet devant le cercueil de Condé.

Une autre tombe, où descend un des hommes les plus considérables de l'époque, vient de s'ouvrir en Angleterre, et nos voisins pleurent le collègue et l'héritier de Fox et de Pitt. L'histoire jugera sévèrement cette longue carrière; elle dira que le talent sans la moralité ne fait pas les grands hommes, et que la politique révolutionnaire, égoïste et mercantile de lord Palmerston a troublé le monde en abaissant le niveau moral de son pays. Le vide causé par cette mort est la préoccupation momentanée de l'Angleterre, mais la puissance britannique n'en sera nullement ébranlée. La politique, chez nos voisins, ne s'incarne pas dans un homme; elle tire sa force des institutions. Les ministres passent, les institutions restent, formant d'autres hommes qui disparaissent à leur tour sans laisser à la merci des événements les peuples qu'ils ont un instant dirigés. Sous un pareil régime, la folie d'un prince

ou la faiblesse d'une femme ne fait courir aucun péril à la nation; le progrès s'accomplit sans secousse, et si quelque émeute, quelque conspiration même éclatent, elles n'entraînent point après elles l'état de siège ou les lois d'exception qui sont trop souvent en d'autres pays la conséquence d'une émotion passagère ou d'un crime isolé.

Le seul nuage que lord Palmerston laisse à l'horizon de son pays, est un désaccord avec l'Amérique au sujet des réclamations de M. Seward sur les corsaires confédérés, mais les tendances modérées et conciliatrices qui prévalent à la Maison-Blanche, et dont les derniers actes de M. Johnson portent le noble témoignage, font assez pressentir que le nuage sera bientôt dissipé, et que la Grande-Bretagne pourra réorganiser en paix son gouvernement, tandis que l'Amérique reformera, sur le terrain de l'oubli et de l'émancipation, cette belle unité dans la liberté qui avait séduit Tocqueville et Lacordaire. L'œuvre est laborieuse, et il y faut tout l'effort des hommes de bonne volonté. "Ni la rébellion ni l'esclavage ne sont encore terminés, ainsi que le disait l'autre jour un éminent orateur devant la convention de Massachusetts. La rébellion est désarmée, mais c'est tout; l'esclavage est nominalemeut aboli, mais rien de plus." C'est à pacifier les esprits, à rapprocher les cœurs, à confondre les intérêts, que le successeur de M. Lincoln devra vouer ses forces, et s'il parvient à réunir les deux tronçons sanglants du Nord et du Sud, en fixant avec équité le sort des quatre millions de noirs affranchis par la lutte, il aura, lui aussi, conquis une place glorieuse aux côtés de l'immortel fondateur de l'indépendance!

LÉON LAVEDAN.

—Le Correspondant.